

MSNA Haiti 2023 - Centre

Les résultats clés de l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) au niveau du département du Centre auprès des populations non-déplacées

Février 2024

Messages clés

- Le Centre se distingue par une **précarité documentaire, avec 29% des ménages ayant au moins un membre sans document d'identité**, la moyenne la plus élevée parmi tous les départements. Comme expliqué par le Bertelsmann Stiftung's Transformation Index (BTI), cette situation peut entraver l'accès aux services pour les bénéficiaires.¹
- En matière de protection de l'enfance, le Centre enregistre **la plus forte proportion de ménages (44%) signalant qu'au moins un enfant travaille en dehors du ménage**, principalement pour chercher de l'eau (37%) ou exerçant des activités qualifiées de risquées, dégradantes ou illégales (8%). Cette moyenne est plus élevée que la moyenne départementale de 29% de ménages signalant qu'au moins un enfant travaille en dehors du ménage.
- En termes d'abris, **les ménages vivant dans un abri non résistant aux aléas climatiques sont particulièrement nombreux dans le Centre**, avec une moyenne de 81%, comparée à la moyenne nationale de 68%. La précarité au niveau des abris se démarque également par **31% des ménages vivant dans un abri inadéquat**, notamment des espaces non fonctionnels pour l'éclairage. De plus, 52% considèrent le besoin en abri comme le plus prioritaire.
- Le Centre figure parmi les départements **les plus touchés par l'insécurité alimentaire**, avec 31% des ménages se situant en niveau pauvre du Score de Consommation Alimentaire (FCS), comparé à la moyenne départementale de 15%.
- En ce qui concerne l'accès à l'eau, **40% des ménages utilisent des sources d'eau non améliorées**, principalement des sources non protégées (38%). De plus, 39% des ménages du Centre vivent à plus d'une heure de marche du marché le plus proche, et le principal obstacle pour accéder à une quantité suffisante d'eau est la distance éloignée pour atteindre les points d'eau (27%).
- En termes d'accès aux infrastructures sanitaires, le Centre est l'un des départements où la plus haute proportion de ménages (30%) **n'a pas accès à des installations sanitaires et utilise des buissons ou champs**. Dans un contexte marqué par une incidence élevée de cas de choléra dans le département, l'importance de disposer d'infrastructures sanitaires adéquates devient cruciale. En effet, la **pratique de la défécation à l'air libre multiplie quasiment par trois le risque de cas de choléra au sein d'un ménage**.²

51%

des ménages interrogés **n'ont pu satisfaire qu'un quart ou moins de leurs besoins prioritaires.**

20%

des ménages **n'ont pas de l'eau dans leur dispositif de lavage de mains et 29% n'ont pas de savon ou un autre type de détergent.**

CONTEXTE

En raison de la complexité de la crise en Haïti, le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) estime que 5,2 millions de personnes auront des besoins humanitaires en 2023, soit une augmentation par rapport à 4,9 millions en 2022, englobant ainsi 60% de la population haïtienne.³ Haïti fait face à des situations humanitaires très critiques depuis déjà plusieurs années.⁴ Cette crise humanitaire persistante trouve ses origines dans la détérioration continue des conditions de vie, résultant de la crise politique et institutionnelle, de la vulnérabilité élevée aux catastrophes naturelles, et de l'accroissement des violences liées aux gangs armés.⁵ Le département du Centre n'est pas épargné, comme en témoigne le dernier Humanitarian Needs Overview (HNO) de 2023, signalant que 359 440 personnes dans le Centre ont un besoin crucial d'assistance sanitaire.⁶

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Afin de répondre à des défis en matière d'accès à de l'information, IMPACT, à travers son initiative REACH et sous le mandat du Groupe de Coordination Inter-Secteur (ISCG), a facilité pour la deuxième fois en Haïti une MSNA qui couvre l'ensemble du territoire, afin d'informer, entre autres le Cycle de Programmation Humanitaire (HPC) pour 2024.

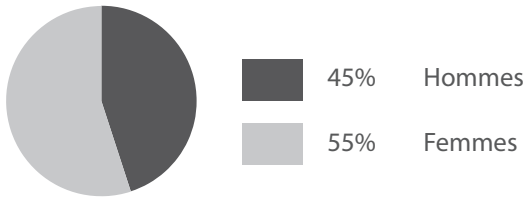
METHODOLOGIE:

La collecte de données auprès des ménages **non déplacés** dans le Centre s'est déroulée du 26 juin au 9 juillet 2023. Deux zones de moyen d'existence ont été couvertes: HT03: Bas Plateau central maïs et tubercules" et HT03: Haut Plateau central maïs et tubercules.*

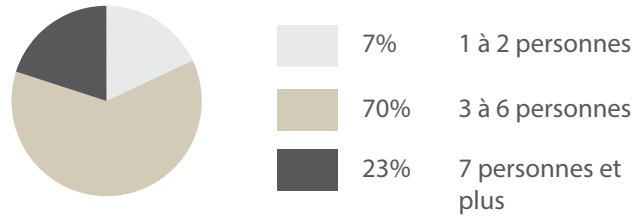
*Une zone de moyen d'existence représente un espace géographique où les ménages satisfont à leurs besoins fondamentaux de survie, tels que la nourriture et le revenu, de manière relativement

INFORMATIONS CLES SUR LA DEMOGRAPHIE DES MENAGES

% des ménages par genre du chef ou de la cheffe de ménage



% de ménages par taille du ménage



17% des ménages interrogés sont composés d'une femme enceinte et/ou allaitante

40% des ménages interrogés dont la cheffe de ménage est enceinte ou allaitante

INTENTIONS MIGRATOIRES

4%

des ménages interrogés **non déplacés** ont au moins un membre qui a **émigré en dehors d'Haïti** au cours des 12 derniers mois.

Les raisons principales liées au déplacement, parmi les **6%** de ménages non-déplacés ayant l'intention de se déplacer au cours des 6 prochains mois sont la **recherche d'opportunités économiques (67%)** et l'**insécurité (33%)**.

Éléments de contexte - Personnes déplacées internes

D'après le Humanitarian Needs and Response Plan (HNRP) de 2024, le département du Centre a vu le nombre de personnes déplacées internes (PDI) augmenter depuis le début de l'année 2023, s'élevant à 28 975.¹ Les violences liées aux gangs armés sont devenues le principal moteur de déplacement forcé, poussant des familles à rapidement quitter leur logement et se retrouver sans aucun bien pour se protéger, dormir ou cuisiner.²

PROTECTION

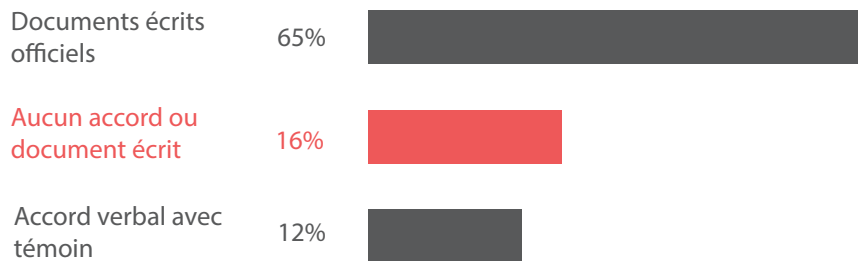
DOCUMENTS D'IDENTITÉ ET DE LOGEMENT

29%

Des ménages dans le Centre ont au moins **un membre du ménage sans document d'identité**.

Cette proportion est la **plus élevée** parmi tous les dix départements, avec une moyenne départementale 18% des ménages n'ayant pas de document d'identité.

% de ménages par type de documents pour leur logement actuel



Concernant les types de problèmes liés à l'occupation du logement, **24%** des ménages ont indiqué **faire face à un conflit au sujet de la propriété** contre une moyenne nationale de **6%**.

Éléments de Contexte - Documents d'identité

Selon le rapport du Bertelsmann Stiftung's Transformation Index (BTI) de 2022, les Haïtiens font face à d'importants retards et à des obstacles bureaucratiques lorsqu'ils tentent d'obtenir ou de remplacer leurs cartes d'identité et passeports. Le processus de demande de nouveaux documents constitue en lui-même un défi majeur, car les demandeurs peuvent parfois attendre plus d'un an avant que l'Office National d'Identification ne traite une demande de carte d'identité.³

L'absence de documents d'identité représente non seulement une entrave à la possibilité de voyager et de se réinstaller à l'étranger pour les Haïtiens, mais elle crée également des obstacles pour l'accès à certains services essentiels. En effet, l'incapacité à fournir une pièce d'identité valide pose des difficultés significatives dans divers domaines tels que les transactions bancaires, les services téléphoniques et la recherche d'emploi.⁴

PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS ET RESSOURCES DISPONIBLES

Les principales préoccupations en terme de protection pour les hommes et les femmes dans le département du Centre sont les **accidents (8%)** et le **déplacement forcé (3%)**.

% de ménages par ressource vers laquelle se tourner en cas de:

Incident de protection

Violence sexuelle ou basée sur le genre

Leader communautaire ou religieux (45%)

1

Leader communautaire (47%)

Autorités locales (ASEC, CASEC, police, maire) (43%)

2

Nulle part ou rapporter l'information (17%)

Nulle part au rapporter l'information (9%)

3

Autorité traditionnelle (5%)

PROTECTION DE L'ENFANCE

Risques de protection auxquels sont exposés les filles et les garçons

Pour les filles

Pour les garçons

Accident (10%)

1

Accident (12%)

Grossesse précoce (6%)

2

Déplacement forcé (4%)

Déplacement forcé (2%)

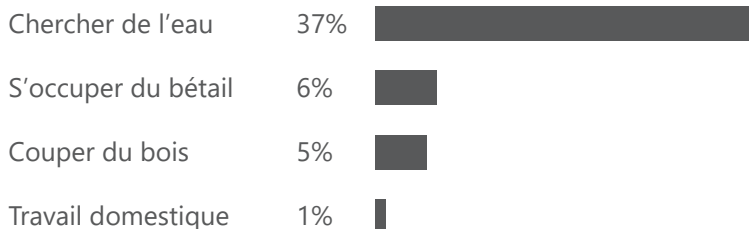
3

Abus de substances (drogues, alcool) (2%)

4%

Des ménages dans le Centre ont des enfants ne **vivant pas dans le ménage**. 80% d'entre eux ont précisé que l'enfant a quitté la maison pour chercher du travail.

Activités principales des enfants, par activité principale exercée en dehors du ménage*



37%

Des ménages dans le Centre ont signalé que **l'activité principale d'au moins un enfant est d'aller chercher de l'eau**. Cette moyenne est la plus élevée parmi tous les départements, avec une moyenne départementale de **21%**.

*Les activités principales des enfants hors du ménage incluent les choix suivants: chercher de l'eau; couper du bois; effectuer d'autres travaux en dehors de la maison; ramasser les ordures, s'occuper du bétail; travail domestique; vendre dans la rue

EAU POTABLE, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT (EPHA)

Éléments de Contexte - Choléra

Dans un contexte marqué par la résurgence du choléra depuis octobre 2022, le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) rapporte que le département du Centre est fortement touché par l'épidémie, représentant environ un cinquième de tous les cas dans le pays entre octobre 2022 et novembre 2023, avec **14 400 cas suspects enregistrés**.¹ Une analyse intégrée des éclosions par IMPACT souligne les liens entre les facteurs affectant le risque de choléra et les dynamiques de transmission, révélant des taux d'attaque élevés et des **conditions de santé publique défavorables dans le Centre**, favorisant ainsi la transmission féco-orale du choléra.² **Les infrastructures sanitaires "dégradées et insuffisantes" dans la région sont des facteurs contributifs majeurs**.³ De plus, l'insécurité, les pénuries de carburant et l'instabilité économique perturbent l'accès aux services de santé et aux sources d'eau salubre et entravent la mise en place de points de réhydratation orale (ORP) et de centres de traitement du choléra (CTC), ainsi que la promotion de la santé et les activités communautaires en EPHA.⁴ Par ailleurs, des incidents tels que les **attaques contre des établissements de santé** comme l'hôpital Universitaire de Mirebalais par des groupes armés, a entraîné des fermetures temporaires de ces infrastructures, compromettant encore davantage la réponse au choléra dans le Centre.⁵

ACCÈS À L'EAU

40%

Des ménages dépendent de sources d'eau non améliorées* comme principale source d'eau potable.

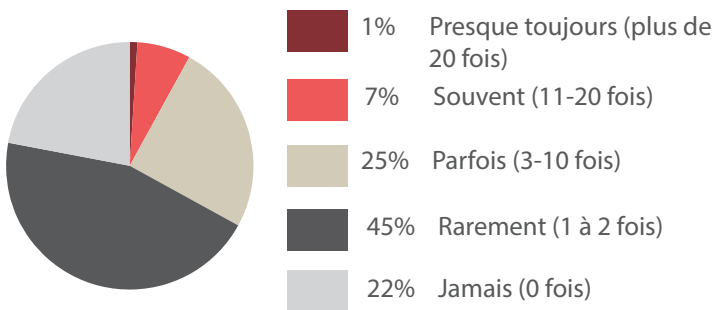
Les sources d'eau non améliorées incluent les options suivantes: source non protégée, puits non protégés et eau de surface.

Top 3 des sources d'eau potable principale rapportées par les ménages (% des ménages)

Source non protégée	38%
Robinet public ou borne-fontaine	18%
Source protégée	15%
Puits protégé	7%

% de ménages selon la fréquence à laquelle ils n'ont pas eu suffisamment d'eau potable

Au cours des 4 semaines précédant la collecte



Top 3 des principaux obstacles pour accéder à une quantité suffisante d'eau

- 1 Points d'eau trop éloignés (27%)
- 2 Pas assez de récipients pour stocker l'eau (22%)
- 3 L'eau n'est pas disponible sur le marché (10%)

Pour effectuer le trajet aller-retour afin de chercher de l'eau, 15% des ménages mettent plus de 30 minutes mais moins d'une heure. 9% des ménages mettent entre 1 et 2 heures. De plus, chez 62% des ménages, ce sont les **enfants âgés de 3 à 17 ans qui effectuent cette tâche.**

ACCES AUX INFRASTRUCTURES SANITAIRES

31%

des ménages n'ont pas accès à des installations sanitaires et utilisent des buissons/champs contre une moyenne de 24% à l'échelle nationale. Aussi, 30% des ménages utilisent des installations sanitaires non améliorées dans le département du Centre.

17% des ménages partagent leurs installations sanitaires avec des personnes extérieures au ménage.

% de ménages signalant des problèmes liés aux infrastructures sanitaires, par type de problème le plus fréquemment rapporté

- 1 Les installations ne sont pas séparées entre hommes et femmes (32%)
- 2 Il est dangereux de se rendre aux installations sanitaires (24%)
- 3 Les installations sanitaires ne sont pas propres ou hygiéniques (20%)
- 4 Manque d'installations sanitaires ou trop d'affluence (18%)
- 5 Les installations sanitaires ne sont pas privées (pas de serrures/portes/murs/éclairage etc.) (14%)

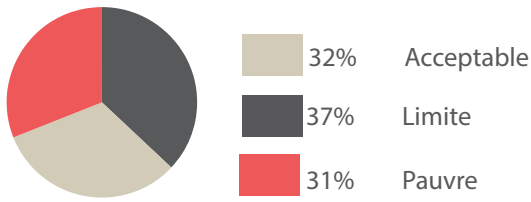
HYGIENE MENSTRUELLE

49%

des ménages ont indiqué que les femmes au sein du ménage utilisent du tissu réutilisable comme matériel menstruel contre une moyenne nationale de 31%.

SECURITE ALIMENTAIRE

% de ménages selon les catégories du Score de Consommation alimentaire (FCS)



31% des ménages se situent au niveau pauvre du FCS. Cette proportion est **supérieure à la moyenne départementale**, laquelle est établie à **15%**.

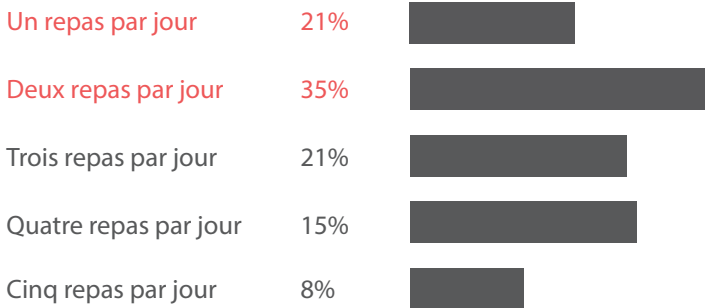
% des ménages selon les niveaux de l'échelle de la faim (HHS)

Sévère	16%
Modéré	61%
Aucun ou peu	23%

Éléments de contexte - Impact de la fermeture des frontières et l'insécurité

Selon FEWS NET, il est également possible que le département du Centre, susceptible d'être parmi les plus affectés par la fermeture de la frontière dominicaine en septembre 2023, connaisse une augmentation du nombre de personnes en phase 3 de l'Indice de Sécurité Alimentaire Intégré (IPC).¹ De plus, les activités des gangs, qui perturbent les activités économiques et le fonctionnement des marchés, accentuent les défis liés à la sécurité alimentaire déjà présents.²

% de ménages selon le nombre moyen de repas consommés par jour par la plupart des membres du ménage



23%

des ménages interrogés dans la **zone de moyen d'existence "Haut plateau maïs et tubercules"** consomment en moyenne **un repas par jour**.

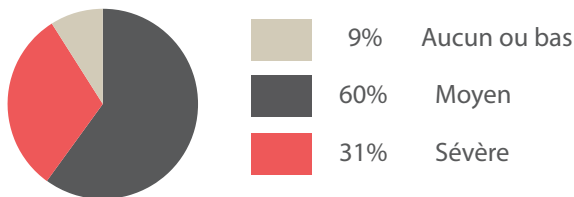
19%

des ménages identifient la **distance trop éloignée du marché comme principal obstacle** à un accès régulier aux produits alimentaires et non alimentaires de base.

*Une zone de moyen d'existence représente un espace géographique où les ménages satisfont à leurs besoins fondamentaux de survie, tels que la nourriture et le revenu, de manière relativement similaire, avec des opportunités de marché similaires.

STRATÉGIES DE SUBSISTANCE (rCSI)

% de ménages selon les niveaux de l'Indice Réduit des Stratégies de Subsistance (rCSI)



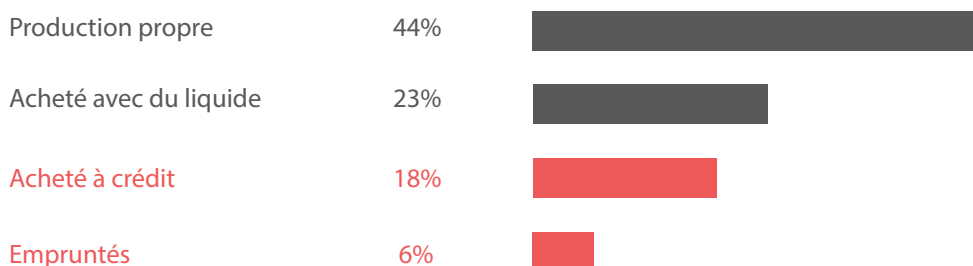
31%

des ménages évalués se trouvent au **niveau sévère de l'rCSI**.

Parmi les stratégies les plus couramment adoptées par les ménages, figurent la **réduction du nombre de repas consommés dans une journée**, ainsi que la **limitation de la taille des portions de repas aux heures de repas** pour faire face à un manque de nourriture ou d'argent pour en acheter.

SOURCES D'ALIMENTATION PRINCIPALES

Principales sources alimentaires rapportées par les ménages (en % de ménages) au cours des 30 jours précédant la collecte



18%

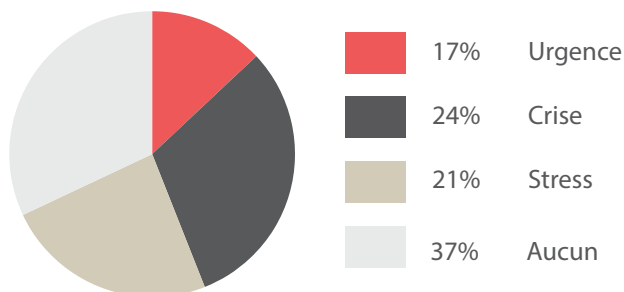
des ménages dans le Centre **dependent de l'achat à crédit comme source d'alimentation principale**. Cette proportion est supérieure à celle observée à l'échelle nationale, où elle s'établit à 15%.

MOYENS DE SUBSISTANCE

STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX MOYENS DE SUBSISTANCE (LCSI)

% de ménages selon les niveaux d'Indice des Stratégies d'Adaptation aux Moyens de Subsistance (LCSI)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



17% des ménages adoptent des **stratégies d'adaptation pouvant être qualifiées d'urgence** contre une proportion de 12% à l'échelle nationale.

SATISFACTION DES BESOINS PRIORITAIRES

51% des ménages ont pu satisfaire **entre 0 et 25%** de leurs besoins prioritaires.

31% des ménages ont pu satisfaire **entre 26% et 50%** de leurs besoins prioritaires.

CHOC SUBIS ET IMPACT

35%

des ménages ont subi un choc au cours des 30 derniers jours précédant la collecte de données.

Parmi eux, les types d'impact les plus fréquemment rapportés sont:

Accès à la nourriture	52%
Accès à l'activité de subsistance principale	20%
Accès aux services de santé	18%
Disponibilité de la nourriture dans la région	15%
Accès à a source d'eau principale	7%

Plus d'un tiers des ménages (**35%**) ont déclaré avoir fait face à un choc. Parmi ces ménages, les types de chocs les plus fréquemment rapportés sont:

- **Maladie grave ou accident entraînant une blessure pour un membre du ménage (8%)**
- **Prix anormalement élevés des denrées alimentaires moins un membre du ménage (6%)**
- **Sécheresse/pluies irrégulières, période de sécheresse prolongée (6%)**

ACCÈS AUX PRESTATAIRES FINANCIERS ET AUX MARCHÉS

Principaux types de prestataire de services financiers accessibles rapportés dans la zone (% des ménages)

Groupes d'épargne informels gérés par les membres (Banques villageoises, AVEC / associations villageoises d'épargne et de crédit, MUSO / mutuelles de solidarités)	46%
Agents d'argent mobile (MonCASH, Natcash, etc)	37%
Aucun prestataire/fournisseur de services financiers dans la localité ou aucun accès	20%
Services formels de transfert d'argent (Western Union, etc.)	9%

39%

des ménages ont indiqué que le **marché fonctionnel le plus proche était à plus d'une heure de marche.**

4%

mettent **plus de 3 heures** pour y accéder.

ABRIS ET BIEN NON ALIMENTAIRES (ABNA)

ACCÈS À UN ABRIS ADÉQUAT

31%

des ménages vivent dans un abri non adéquat.*

*Les abris non adéquats réfèrent aux choix suivants: abri non adéquat léger avec toit en tôle et un mur en block/parpaing, abri non adéquat d'urgence en bâche uniquement, abri non adéquat léger avec des matériaux improvisés (toit en bâche), aucun abri (dormir à l'air libre), bâtiment non couvert/non fini, abri collectif.

Top 3 des principaux types d'abri rapportés par % des ménages

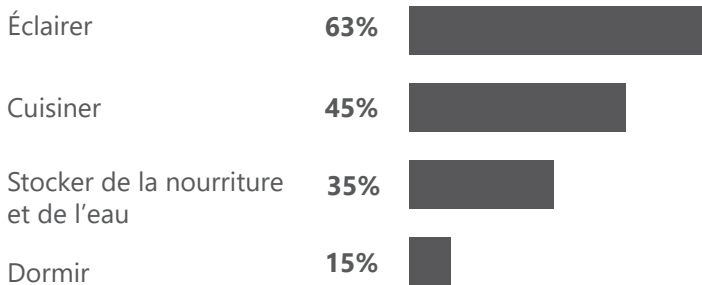
- 1 Abri adéquat traditionnel avec toit en paille/chaume et un mur en bois/argile (**53%**)
- 2 Abri non adéquat léger avec toit en tôle et un mur en block/parpaing (**24%**)
- 3 Abri adéquat traditionnel avec toit en tôle et un mur en bois/argile (**11%**)

81%

des ménages résident dans un abri qui **ne peut pas résister** aux aléas climatiques.

FONCTIONNALITÉ DES ABRIS

% de ménages vivant dans un espace domestique où il est non fonctionnel ou impossible de:



3 principales raisons pour lesquelles l'espace domestique est non fonctionnel ou impossible pour :

S'éclairer

Pas d'électricité/lampe solaire (**89%**)

Accès à l'électricité intermittent et insuffisant (**9%**)

Autres (**2%**)

Cuisiner

1 Insuffisance d'articles non alimentaires de base (**43%**)

2 Manque d'accès à l'équipement de cuisine (**41%**)

3 Installations de cuisine dangereuses (**28%**)

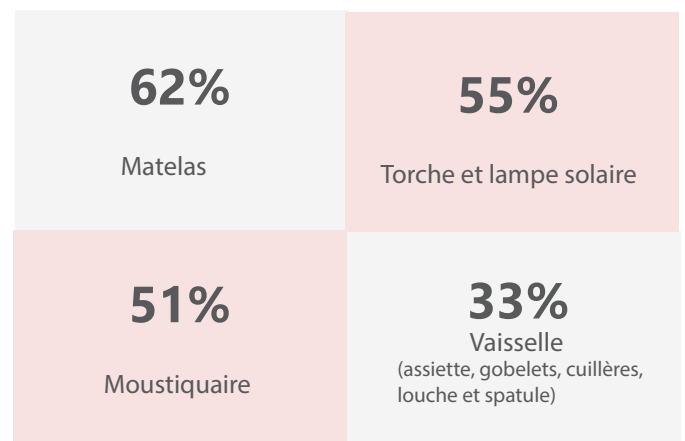
DOMMAGE SUR LES ABRIS

% de ménages par type de dommages les plus fréquemment signalés pour l'abri

Fuites en cas de pluie	34%
Dommages mineurs à la toiture	24%
Dommages aux sol	16%
Dommages aux murs	14%
Dommages aux fenêtres et/ou aux portes	13%
Manque d'intimité à l'intérieur de l'abri (absence de cloisons, de portes)	12%

ARTICLES NON ALIMENTAIRES

% de ménages par type d'articles non alimentaires essentiels qui manquent dans le ménage



ABRIS SURPEUPLÉS

% de ménages vivant dans des abris surpeuplés qui ne garantissent pas leur intimité

17%

des ménages interrogés disposent de moins d'une pièce pour trois personnes au sein du foyer.

SANTÉ

BESOINS EN SANTÉ

20%

des individus parmi les **34%** ayant signalé un besoin de prise en charge ou d'assistance en soins ont indiqué que ce besoin n'a pas été comblé *Au cours des 3 mois précédant la collecte de données*

Top 3 des besoins de soins de santé n'ayant pas été comblés rapportés par % d'individus

- 1 Consultation ou médicaments pour une maladie aiguë/soudaine (fièvre, diarrhée, toux, etc.) (**59%**)
- 2 Consultation ou médicaments pour une maladie chronique (diabète, hypertension, etc.) (**16%**)
- 3 Consultation / bilan de santé préventif (**11%**)

Éléments de contexte

D'après le HNO de 2023, les besoins en santé en Haïti persistent, avec des facteurs déterminants tels que **la diphtérie, le paludisme et la COVID-19**, amplifiant les demandes humanitaires et nécessitant une mobilisation continue des ressources par les partenaires pour y répondre. À ces facteurs s'ajoute l'épidémie de choléra avec plus de 1 500 000 de personnes à risque.¹

BARRIÈRES D'ACCÈS

Les barrières les plus rapportées pour accéder aux infrastructures de santé (% des ménages)

Ne pouvait pas payer le coût de la consultation	18%	
L'établissement de santé est trop éloigné	16%	
Ne pouvait pas payer le coût du traitement	16%	

18% des ménages ont rapporté qu'un choc subi a eu un impact sur l'accès aux services de santé.

30% des ménages mettent plus d'une heure pour accéder à l'infrastructure de santé fonctionnelle la plus proche *Par le moyen de transport habituel*

SANTÉ MENTALE

% de ménages dont le répondant a ressenti des sensations de stress psychologique souvent ou très souvent*

Ressentir du désespoir qui résulte dans un manque d'envie de vivre	34%
Ressentir une peur forte et ne pas être en mesure de se calmer	23%
A été dans l'incapacité de prendre part à des activités de la vie quotidienne à cause de sensations de peur, angoisse, fatigue ou tristesse	17%

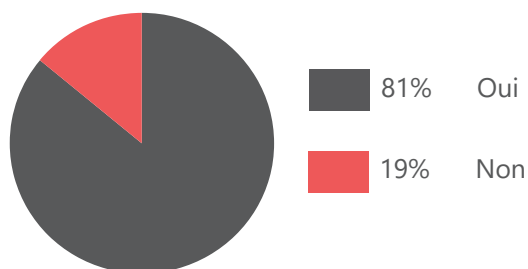
Parmi eux, **18%** et **15%** ont rapporté respectivement le **prix élevé du transport** et celui de la **consultation** comme barrière d'accès au soutien.

*Les résultats liés à cette section ne sont représentatifs que des 20% de ménages ayant consenti à répondre aux questions sur la santé mentale.

ÉDUCATION

SCOLARISATION

% d'enfants en âge scolaire (entre 5 et 17 ans) inscrits dans une école scolaire formelle pour l'année scolaire 2022-2023



12% des ménages ont rapporté qu'aucun membre du ménage ne possède un diplôme, contre une moyenne départementale de **6%**.

61% des enfants âgés de 5 à 17 ans inscrits dans une école formelle **n'ont pas eu accès** à l'enseignement à distance lorsque l'école était fermée.

BARRIÈRES D'ACCÈS

Les trois raisons les plus rapportées pour lesquelles les enfants en âge scolaire ne fréquentaient pas régulièrement* l'école

*Fréquenter régulièrement l'école équivaut à une fréquentation d'au moins quatre jours par semaine



27% des ménages ont rapporté que le principal obstacle à l'inscription ou la fréquentation de l'école est lié aux **coûts d'éducation trop élevés**.



19% des ménages ont rapporté que le principal obstacle est lié au fait que les **parents ne sont pas au courant des opportunités d'éducation disponibles**, alors que **4%** l'ont mentionné à l'échelle nationale.



11% des ménages ont rapporté que le principal obstacle est lié à **l'absence ou l'invalidité de documents pour s'inscrire**. Cette proportion est plus élevée que celle à l'échelle nationale (**2%**).

4% des ménages ont rapporté qu'un **choc subi a eu un impact sur l'accès à l'école** pour leurs enfants.

CONDITIONS D'APPRENTISSAGE

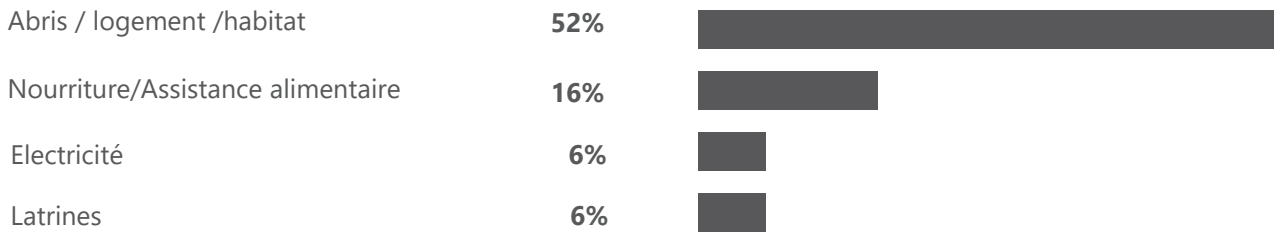
9% des enfants n'ont pas pu **se rendre à l'école en toute sécurité** et apprendre dans des conditions sûres à l'école durant l'année scolaire 2022-2023.

5% des enfants n'ont pas pu **apprendre dans des conditions acceptables** à l'école durant l'année scolaire 2022-2023.

REDEVABILITÉ

PRIORITÉS ET PRÉFÉRENCES

% de ménages selon leur 1er besoin prioritaire



MODALITÉS D'ASSISTANCE PRÉFÉRÉES

Top 3 des modalités d'assistance préférées pour les besoins prioritaires plus rapportés

Pour les besoins en abris

Argent via transfert bancaire (30%)

Construction / réhabilitation d'infrastructures (32%)

En nature - mise à disposition d'un logement (24%)

Pour les besoins en nourriture

1 Argent via transfert bancaire (52%)

2 En nature (18%)

3 Vouchers / coupons (14%)

ACCÈS À L'ASSISTANCE HUMANITAIRE

Type d'assistance reçue les plus rapportés

2% des ménages ont rapporté avoir reçu une assistance humanitaire. Parmi eux, 40% ont précisé avoir reçu des coupons/vouchers et de services d'abri. Parmi les 2% qui ont reçu une assistance humanitaire 30% ont rapporté ne pas avoir été satisfaits.

Au cours des 12 mois précédant la collecte.

86% des ménages n'ont pas connaissance des critères de sélection des bénéficiaires établis par les organisations humanitaires.

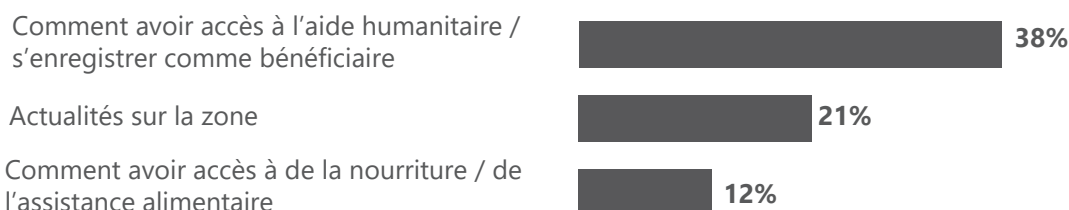
40% des ménages ont été consultés sur l'aide qu'ils souhaiteraient recevoir. Parmi eux, 65% ont rapporté que l'aide reçue ne correspondait pas à ce qu'ils avaient demandé.

Au cours des 12 mois précédant la collecte

85% des ménages ont rapporté ne pas avoir eu connaissance de mécanismes de retour d'information et de plaintes.

INFORMATION ET MECANISMES DE GESTION DES PLAINTES

Top 3 des types d'information que les ménages aimeraient recevoir de la part des acteurs humanitaires, % de ménages



10% des ménages n'ont pas de couverture de réseau mobile.

MÉTHODOLOGIE

En coopération avec les secteurs, groupes de coordination et autres acteurs humanitaires, REACH a réalisé cette évaluation multisectorielle auprès des ménages non déplacés ayant couvert l'ensemble du territoire haïtien. L'évaluation est construite sur la base d'un échantillonnage à deux étapes stratifiées par grappes en appliquant un intervalle de confiance de 95%, une marge d'erreur de 10 %, ainsi qu'un tampon de 10%. Les résultats de cette enquête quantitative sont représentatifs à l'échelle des départements et des zones de moyen d'existence pour l'ensemble du territoire hors ZMPAP. Les zones de moyens d'existence couvertes dans le département du Centre sont les suivantes: "HT03: Bas Plateau central maïs et tubercules" et "HT03: Haut Plateau central maïs et tubercules".

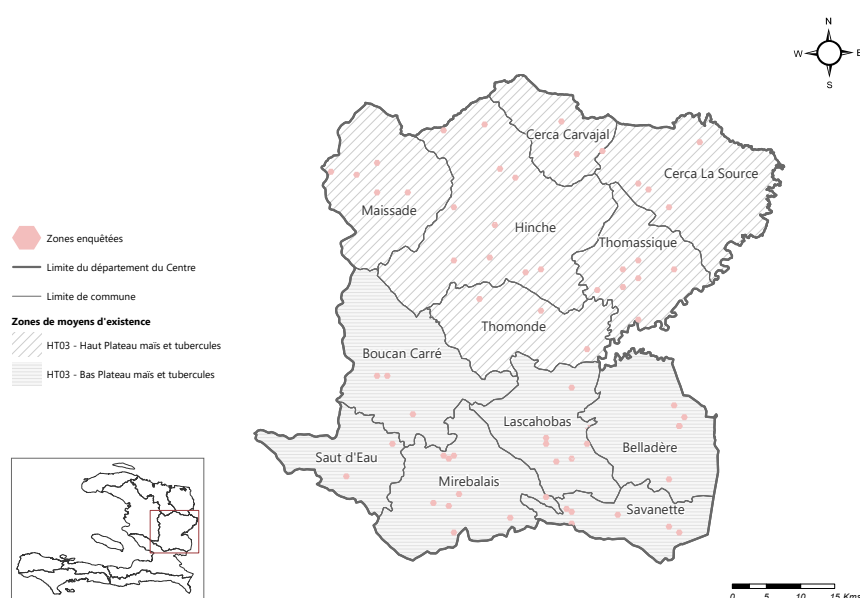
Plateau central maïs et tubercules".

DÉFIS ET LIMITES

Une limite de l'enquête est liée au fait que certains sujets considérés comme sensibles (protection, hygiène menstruelle ou encore santé mentale) peuvent avoir été sous-rapportés par les répondants.

L'autre limite est lié au fait que les données collectées ne soient représentatives qu'à une échelle départementale et non communale, ce qui aurait pu faciliter la compréhension du contexte du département du Centre dans sa diversité et élaborer sur les défis et besoins humanitaires présents au sein des communes situées dans le département.

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE



A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

NOTES DE BAS DE PAGE

PAGE 1

- 1 Bertelsmann Stiftung, [BTI 2022 Country Report Haiti](#), 2022
- 2 Journal of Water and Health, [Water, sanitation and hygiene risk factors for the transmission of cholera in a changing climate](#), 2020
- 2 OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires](#), 2023
- 3 UN News, [L'année 2021 en Haïti a été marquée par une accélération des crises qui affectent le pays depuis des années](#), 2022
- 4 Banque mondiale, [Profil du pays Haïti](#), 2023

PAGE 2

- 1 OCHA, [Besoins humanitaires et plan de réponse - Haïti](#), 2024
- 2 Ibid.
- 3 Bertelsmann Stiftung, [BTI 2022 Country Report Haiti](#), 2022
- 4 Global Press Journal, [En Haïti, perdre sa carte d'identité c'est le début d'un cauchemar bureaucratique](#), 2023

PAGE 3

- 1 MSSP, [Situation épidémiologique du choléra](#), Novembre 2023
- 2 IMPACT Initiatives, [Haiti: public health conditions & the cholera outbreak](#), 2024
- 3 Ibid.
- 4 MSSP, [Situation épidémiologique du choléra](#), Novembre 2023
- 5 Ibid.

PAGE 5

- 1 FEWS NET, [Mise à jour des messages clés](#), Septembre 2023
- 2 Ibid.

PAGE 8

- 1 OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires](#), 2023